

# Le principal parti d'opposition, GERB, arrive largement en tête des élections législatives bulgares

Corinne Deloy

Résultats

## Résumé :

Les Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB), principal parti d'opposition dirigé par l'ancien Premier ministre (2009-2013) Boïko Borissov, sont arrivés en tête des élections législatives qui se sont déroulées le 5 octobre en Bulgarie. Ce scrutin anticipé était consécutif à la démission du gouvernement dirigé par Plamen Oresharski après le retrait du Mouvement pour les droits et les libertés (DPS) de la coalition. Le GERB a recueilli 32,66% des suffrages et remporté 85 des 240 sièges de l'Assemblée nationale (Narodno sabranie), chambre unique du parlement, soit -12 par rapport au précédent scrutin législatif du 12 mai 2013.

Le Parti socialiste (BSP), dirigé depuis le 27 juillet 2014 par Mihail Mikov, suit avec 15,34% mais il a divisé son nombre d'élus par deux (40 sièges, - 44). Son port-parole, Atanas Merdjanov a concédé que le BSP avait essuyé « une lourde défaite ». En 3e position arrive le Mouvement pour les droits et les libertés (DPS), dirigé par Lioutvi Mestan qui représente la minorité turque, avec 14,79% des suffrages et 35 députés (- 1).

5 autres partis seront représentés à l'Assemblée nationale. Le Bloc réformiste (RB), - parti qui rassemble les Démocrates pour une Bulgarie forte de Radan Kanev, le Mouvement Bulgarie pour les citoyens de l'ancienne Commissaire européenne (2007-2009) Meglena Kuneva,

l'Union des forces démocratiques, le Parti national Liberté et Dignité et l'Union nationale agraire bulgare-, a obtenu 8,92% des voix et 23 députés. Le Front patriotique a recueilli 7,3% des voix et 19 sièges ; Bulgarie sans censure (BBC) fondé et dirigé par l'ancien journaliste de télévision Nikolay Barekov, 5,59% et 16 élus ; Ataka, parti d'extrême droite de Volen Siderov, 4,53% et 11 sièges (- 12) et enfin l'Alternative pour la renaissance bulgare (ABV) de l'ancien président de la République (2002-2012) Georgi Parvanov, 4,16% et 11 députés.

Au total, 8 partis seront présents au parlement.

La participation n'a pas dépassé 45% et a été la plus faible depuis la chute du communisme en Bulgarie en 1989.

## Résultats des élections législatives du 5 octobre 2014 en Bulgarie

Participation : 45%

Partis politiques	Suffrages exprimés (%)	Nombre de sièges
<b>Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB)</b>	32,66	85
<b>Parti socialiste (BSP)</b>	15,34	40
<b>Mouvement pour les droits et les libertés (DPS)</b>	14,79	35
<b>Bloc réformiste (RB)</b>	8,92	23
<b>Front patriotique</b>	7,30	19
<b>Bulgarie sans censure (BBC)</b>	5,69	16
<b>Ataka (A)</b>	4,53	11
<b>Alternative pour la renaissance bulgare (ABV)</b>	4,16	11
<b>Autres</b>	6,61	0

Source : Commission électorale bulgare <http://results.cik.bg/pi2014/rezultati/index.html>

« Dans cette configuration, je ne vois pas comment un gouvernement peut être formé » a déclaré le dirigeant de l'opposition Boïko Borissov à l'annonce des premiers résultats. « Je veux gouverner (...). Je suis prêt à faire tout ce qui est nécessaire pour éviter le scénario noir d'une impasse dans lequel la Bulgarie se retrouverait sans gouvernement » a-t-il indiqué. Il a appelé les dirigeants des partis à « ne pas faire de déclarations immédiates et à chercher une solution par des consultations ». « La démarche utile, c'est que les partis qui ont obtenu un résultat faible fassent quelque chose au nom de la stabilité » a-t-il souligné. « Faute de coalition, il y aura de nouvelles élections législatives, synonymes de faillite pour la Bulgarie » a-t-il menacé. Boïko Borissov avait répété tout au long de la campagne électorale que le GERB ne participerait à aucune coalition gouvernementale s'il n'obtenait pas la majorité absolue des suffrages le 5 octobre.

« La seule solution serait une large coalition du GERB avec les socialistes et d'autres petits partis. Un tel gouvernement devrait être formé autour d'un programme clair, pour une période déterminée, par exemple jusqu'à la prochaine élection présidentielle d'octobre 2016 (...) Des décisions impopulaires doivent être prises. L'opinion publique acceptera un tel gouvernement si elle l'estime capable de stabiliser la situation. C'est la seule option, toute autre solution mènerait au chaos » a souligné Vassil Tontchev, directeur de l'institut d'opinion Sova-Harris. Pour Boriana Dimitrova, directrice de l'institut d'opinion Alpha Research, « le problème n'est pas tellement le nombre de petits partis mais l'absence d'une

claire orientation politique de droite ou de gauche de ces partis artificiellement formés par des intérêts corporatistes. C'est pour cette raison qu'il sera difficile de former un gouvernement », ajoutant. « Le risque avec des majorités fragiles est qu'elles peuvent très facilement être emportées et qu'il leur est donc difficile d'entreprendre des réformes sérieuses ».

La formation du prochain gouvernement bulgare pourrait donc s'avérer longue et difficile alors même que le pays a plus que jamais besoin de stabilité et de confiance.

La Bulgarie est le pays le plus pauvre de l'Union européenne (le PIB par habitant atteint seulement 46% du PIB européen moyen ; le salaire moyen est de 425 € et la pension de retraite moyenne de 150 €). Elle est également le plus instable sur le plan politique. Son principal problème réside dans la faiblesse de son Etat de droit et dans l'importance de la corruption et du crime organisé. Sept ans après son entrée dans l'Union européenne, Sofia est toujours sous contrôle de Bruxelles en raison de l'inachèvement de ses réformes de la police et du système judiciaire.

« Quelle que soit l'issue des élections législatives, la Bulgarie devrait subir encore cinq à sept ans d'instabilité politique » avait déclaré Antony Galabov, professeur de sociologie à la Nouvelle université bulgare, quelques jours avant le scrutin. Au vu des résultats des élections législatives, nombreux sont les analystes politiques qui estiment que le prochain gouvernement ne devrait pas durer au-delà de la prochaine élection présidentielle prévue en octobre 2016.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.